

La gazette



ANNÉE 2, N° 4

JUIN 2019

SOMMAIRE :

- Edito
- 18 mai à Paris
- Printemps de contestations

RÉDACTION :

Stéphanie Renier

Odile Bassoulet

Jonathan Pelletier

Loïc Dalaine

Edito : La Vendée se mobilise

Réformes Blanquer du lycée, modernisation de la fonction publique, suppression de milliers de postes dans l'Éducation Nationale... Autant de sujets de colère pour les collègues, les parents et les élèves. Aussi ce sont des dizaines d'écoles, collèges, lycées qui se sont mobilisés depuis le mois de mars et les premières annonces sur les cartes scolaires ou les DHG (Dotation Horaire Globale). Le SNES, la FSU et le SNU-IPP sont en première ligne pour donner vie ou initier ces mouvements. Souvent, la FCPE nous accompagne et nous les accompagnons lorsqu'ils sont à l'initiative des manifestations diverses, variées et parfois originales qui ont émaillé la période. D'autres syndicats (FO, SUD ou la CGT le plus souvent) nous épaulent naturellement dans ces combats. Ainsi c'est à un véritable ras-le-bol que nous assistons devant cette **dégradation sans précédent de nos conditions de travail et de la qualité des enseignements**. Cette période devrait connaître un point d'orgue **mercredi 5 juin avec un rassemblement départemental à l'initiative de la FCPE 85, du FNEC-FP FO 85 et de la FSU 85 (SNES et SNU-IPP)**. En effet, nous exigeons plus de moyens pour la Vendée, département rural avec ses spécificités. Et nous ne voulons plus que lorsqu'une classe est ouverte ici, une autre soit fermée là, avec des effectifs qui explosent. Il nous faut plus de moyens pour faire disparaître les classes à 29, 30 élèves et plus parfois. On ne veut plus que les dédoublements en cp se fassent en supprimant d'autres dispositifs, sans augmenter les moyens mais en les diminuant. **Aussi rejoignez-nous le 5 juin devant l'Inspection académique à La Roche à partir de 14 heures.**

Loïc Dalaine



Paris le 18 mai : nous y étions !



Un groupe d'enseignants : 1er et 2d degrés a rejoint la capitale ce samedi 18 mai. Rendez vous à Montparnasse ou déjà des délégations de toute la France étaient rassemblées.

Ce sont près de 10 000 manifestants : parents, enfants, enseignants (7000 selon certaines sources !!!) qui ont déambulé jusqu'à la place d'Italie. L'ambiance était festive, pourtant l'heure est grave... Les réformes Blanquer du lycée, l'école de la confiance, la suppression de nombreux postes d'enseignants, la réforme dite de « modernisation » de la fonction publique, sont autant de catastrophes annoncées. Le ministre dont la popularité s'est fortement détériorée, a été contraint d'aller vendre les réformes sur les plateaux de télé. Toujours les mêmes arguments : le gouvernement a manqué de pédagogie, les enseignants ont mal interprété les réformes, on prête de fausses intentions aux ministres...

Hélas M; Blanquer, nous ne sommes pas si stupides, nous avons bien saisi les véritables motivations des réformes du gouvernement Philippe. Vous réformez pour de basses raisons budgétaires. Il faut bien trouver les fonctionnaires que le Président Macron a promis, à ses électeurs, de supprimer ! Il faut bien trouver des solutions pour assurer le dédoublements des « petites » classes, à moyen constant, sans recourir à de nouveaux recrutements. Il faut bien parvenir à réduire les dépenses de l'Etat, même si dans un premier temps des promesses avaient été faites de ne pas toucher à l'Éducation Nationale. Alors, on réforme le Lycée sans réflexion de fond, en créant des aberrations qui feront que l'on enseignera les langues en lycée ou les lettres en lycée professionnel à 35 par classe! Et que dire de cette « école de la confiance » qui bâillonne les enseignants contestataires ? Citons ici un article de Mediapart : *Tout cela permet de poser dans de meilleurs termes les enjeux soulevés par l'article*

1 de la loi Blanquer. Car en réaffirmant la nécessaire exemplarité des enseignants, elle les cantonne au rôle d'exécutants. Elle minimise leurs expertises professionnelles et sous-estime leur attachement à la démocratisation scolaire que certains peuvent estimer fragilisée par les mesures ministérielles en cours. Ce faisant, elle les exclut sans sommation de la discussion sur le métier et ses finalités, et affaiblit au passage l'institution.

Ce qui se joue en creux n'est donc pas réductible à la liberté d'expression des enseignants mais interroge leur droit à la politisation, à savoir la possibilité d'articuler leurs engagements et leurs identités et pratiques professionnelles comme une condition du bon fonctionnement institutionnel et non comme un frein. (Laurence de Cock)



NON ! M. Le Ministre, nous ne sommes pas prêts à accepter ces réformes ! Et ne soyons pas dupes, si la mobilisation n'est pas à la hauteur de nos attentes vu les enjeux, c'est à cause de la réussite en demi-teinte de certains mouvements antérieurs (loi travail, SNCF, réforme du collège...) et de la crainte de nombreux collègues de perturber la scolarité de leurs élèves, des collègues toujours (trop ?) la « tête dans le guidon », qui hésitent à se lancer dans des grèves, pourtant, malheureusement aujourd'hui, principal « outil » de dialogue social au sein de l'Éducation Nationale, où la concertation, avant de réformer, n'existe que pour la galerie !

Odile Bassoulet et Loïc Dalaine



Printemps de contestations : en Vendée aussi !

Les annonces de suppressions de classes ici, les refus d'ouverture ailleurs, les gels dans telle ou telle école, l'inclusion des SEGPA, des ULIS sans les intégrer dans les effectifs de la classe, sont autant de motifs qui ont provoqués des manifestations diverses, variées, à chaque fois avec l'aide des parents, forcément inquiets pour leurs enfants.

Ainsi, à **Montaigu**, les collègues réclament depuis deux ans la création d'un directeur pour la SEGPA, mais également l'ouverture d'une classe de 5e pour éviter des effectifs qui s'approchent déjà des seuils (30 élèves). Une grève a été décidée qui a réunit 90% de gréviste le vendredi 29 mars, le Recteur, auquel une entrevue avait été sollicitée n'a pas daigné répondre. Aussi une manifestation rassemblant 120 personnes a été organisée samedi 27 avril, reconduisant les mêmes revendications. Même symptôme de surdité de notre hiérarchie...

A **Challans**, on réclame une ouverture pour compenser les 32 élèves supplémentaires attendus, et ce à moyens constants. Les effectifs explosent dans tous les niveaux, dépassant largement les seuils en 6e ou 5e. A **Saint-Gilles-Croix-de-Vie**, même problématique, un collège neuf prévu pour 700 élèves, qui en compte 850, avec des effectifs pléthoriques. Les deux établis-

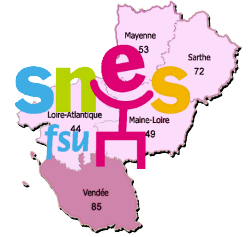
sements se sont réunis le 11 mai pour organiser une manifestation. Ils ont été rejoints dans leurs revendications par le collège d'**Aizenay** qui rencontre les mêmes difficultés.

On pourrait ici citer d'autres établissements, dans lesquels la situation est tout autant préoccupante (comme à **Benet** par exemple, voir ci-dessous), mais également de nombreuses écoles du département où l'on redoute des gels de classes ou des suppressions, qui seront annoncés lors du CTSD (Comité technique spécial départemental) du 6 juin.

Aussi, le SNES-FSU, accompagné du SNUipp-FSU, du FNEC-FP-FO, et de la FCPE de Vendée a décidé d'organiser un **rassemblement de tous les collègues du Premier et du Deuxième degré, accompagnés par les parents d'élèves, devant la Direction Départementale**, le mercredi 5 juin 2019, veille de ce CTSD, afin de rencontrer la nouvelle DSDEN (Directrice des Services Départementaux de l'Éducation Nationale) et de lui présenter, ensemble, nos revendications. A cette occasion, nous exigerons qu'elle obtienne du Recteur des moyens supplémentaires pour la Vendée (cf page suivante).

Loïc Dalaine, co-secrétaire du SNES-FSU de Vendée





Mardi 5 juin 2019

Rassemblement devant la Direction Départementale

Cité Travot à La Roche-sur-Yon

À partir de 14 heures



Ils se sont assis sur trente chaises, bien serrés comme des sardines, pour dénoncer les classes surchargées et leurs conséquences.

Crédit photo : CLUIST-FRANCOIS